

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIDL

11 KERTEDEVANT
22170 Chatelaudren-Plouagat

Références : 2025.153
Code AIOT : 0005521814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement LIDL implanté 11 KERTEDEVANT 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT. L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 30/04/2025 s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale de la DREAL visant à vérifier l'adéquation et la bonne appropriation par l'exploitant du plan de défense incendie demandé réglementairement aux entrepôts soumis à la rubrique ICPE n° 1510.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIDL

- 11 KERTEDÉVANT 22170 CHATELAUDREN-PLOUAGAT
- Code AIOT : 0005521814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LIDL est une enseigne de distribution alimentaire active sur le plan international.

Afin de répondre aux besoins logistiques du développement de ses activités à l'ouest de la Bretagne, ce groupe a bâti une nouvelle plateforme logistique sur la commune de Châtelaudren-Plouagat.

Le fonctionnement de cet établissement est encadré par l'arrêté préfectoral du 09/11/2020, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/02/2023.

Du fait de ces activités d'entreposage de produits combustibles, le site est notamment concerné par la rubrique ICPE n° 1510.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans un porter à connaissance transmis le 21/01/2025 à l'inspection, l'exploitant détaille les types de déchets susceptibles d'être présents sur le site de Châtelaudren-Plouagat, soit du fait de l'activité propre de la plateforme logistique, soit provenant des supermarchés desservis.

En particulier, il indique qu'il est susceptible de stocker temporairement de petites quantités de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) plus ou moins usagés et endommagés. Certains d'entre eux peuvent contenir des piles au lithium.

Ces déchets sont actuellement positionnés dans le local « Recyclage » de l'entrepôt, triés puis stockés dans un carton.

Compte tenu du retour d'expérience acquis sur ces équipements, notamment en ce qui concerne la possibilité de départ de feu au niveau des batteries endommagées, l'inspection invite l'exploitant à isoler les équipements qui en contiennent, voire à les stocker dans des contenants spécifiques capables de contenir des effets thermiques (armoire, boîte, ...).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23	Demande d'action corrective	3 mois
3	Exercice Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 12	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Transmission aux services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13	Sans objet
6	Installation de sprinklage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 28-I	Sans objet
7	Colonnes sèches	Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.2.1.1	Sans objet
8	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection réalisée le 30/04/2025, l'inspection constate que l'entrepôt LIDL, situé sur la commune de Châtaudren-Plouagat, est équipé de moyens de détection et de lutte contre l'incendie qui permettent de protéger l'établissement en situation d'exploitation. De même, le site est équipé des dispositifs de confinement conformes à la réglementation.

De plus, l'exploitant dispose d'un plan de défense contre l'incendie, élaboré en grande partie en collaboration avec le SDIS22. Cependant, l'inspection note qu'aucun exercice spécifique n'a permis de tester ce document et sa bonne appropriation par les équipes devant le mettre en œuvre. Il est donc demandé à l'exploitant d'en organiser un rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité du plan de défense Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>[...]</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; »

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

[...]

Constats :

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le document intitulé « PNL 03.a.3 Annexe 20 - Plan de Défense Incendie ».

Ce document contient des fiches synthétiques qui décrivent :

- les actions devant être réalisées en cas de détection visuelle d'un départ de feu ou de déclenchement de la détection automatique incendie, que ce soit de jour, de nuit ou en période de fermeture ;
- les coordonnées des personnes devant être contactées en interne et en externe ;
- l'organisation générale de la plateforme logistique (surface des cellules de stockage - type de produits présents, présence de sprinklage, présence d'ammoniac, présence de panneaux photovoltaïques, numéros d'urgence des personnels) et les points devant être protégés en priorité ;
- les dangers associés à chaque cellule de stockage ;
- le positionnement des différents éléments nécessaires à la gestion d'un sinistre par les pompiers (accès pompiers, aires de stationnement des engins, murs et portes coupe-feu, commandes de désenfumage, emplacement des colonnes sèches, poteaux incendie, réserves d'eau et vanne de confinement du site, dispositifs automatique d'extinction local, positionnement des dangers, ...) ;
- le détail des zones couvertes par les différents postes de sprinklage, ainsi que leurs caractéristiques techniques ;
- des messages type (services de secours, ...)
- les coordonnées structures devant être contactées en cas de situation accidentelle (Mairie, ENEDIS, SAUR, ...) ;

- une procédure permettant d'accéder rapidement à l'état des stocks contenus dans chaque cellule et aux FDS des produits présents ;
- des procédures permettant de réaliser :
 - la coupure des énergies (électricité, groupe électrogène, ventilation, panneaux photovoltaïques) ;
 - la mise sur rétention du site par fermeture des vannes d'isolement du réseau des eaux pluviales ;
 - le désenfumage des locaux ;
- une description de la conduite à tenir en cas de détection d'une fuite d'ammoniac ;
- les actions devant être réalisées en cas d'indisponibilité du dispositif de sprinklage ;
- les informations générales concernant la formation des personnels à la sécurité et mise en œuvre des équipements dédiés.

Le 30/04/2025, l'exploitant a également présenté le rapport rédigé le 22/04/2024 par la société SC Engineering qui confirme la conformité de l'installation de sprinklage présente sur le site et le plan des réseaux d'eau référencé DOE-VRD-PET-COL-203-E.

L'inspection constate que le plan de défense incendie présenté par l'exploitant contient les informations demandées par la réglementation.

Cependant, l'inspection note que certains points peuvent être complétés ou corrigés :

- toutes les fonctions cités dans les schémas d'actions ne sont pas clairement identifiées dans le tableau des coordonnées (MHSE, PST LOG, HSQE, EPI, REL, SDR) ;
- seul le numéro de l'accueil de l'UD22 est mentionné, or celui-ci ne fonctionne qu'en heures ouvrées ;
- les éléments présentés sur le plan situé à la page 13 ne mentionnent pas explicitement qu'il s'agit de la répartition des zones de sprinklage ;
- l'adresse du site LIDL indiqué dans le message type destiné aux services de secours (p 14) est erronée ;
- la partie présentant le fonctionnement des vannes mises en œuvre pour assurer le confinement du site pourrait être complétée par un plan présentant la localisation des bassins versants et le schéma de principe de gestion des eaux ayant été transmis à l'inspection par l'intermédiaire du dossier de porter à connaissance du 21/01/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats exposés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de :

- mettre en cohérence les sigles du tableau des coordonnées avec ceux apparaissant dans le schéma des actions devant être réalisées en cas d'incendie ;
- rajouter le numéro d'astreinte de la DREAL pour être certain de joindre l'unité départementale même en heures non ouvrées (06 63 38 88 10) ;
- préciser le titre du plan présenté p. 13 pour indiquer que celui-ci décrit l'installation de sprinklage ;
- modifier l'adresse du site LIDL présenté dans le message type de la page 14 ;

De plus, l'inspection rappelle à l'exploitant que le plan de Défense incendie doit également contenir les informations permettant d'accéder facilement à un plan des réseaux d'eau actualisé (par exemple le plan DOE-VRD-PET-COL-203-E) et au document attestant de la conformité de

l'installation de sprinklage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Transmission aux services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Transmission aux services d'incendie et de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé son plan de défense incendie en s'appuyant sur la prestation d'une entreprise spécialisée dans la rédaction de ce genre de document. La particularité de cette entreprise est de proposer un format qui est directement intégrable à la base de données du SDIS22, après validation des informations par ce service.</p> <p>Par ailleurs, à la demande du SDIS22, le portail d'entrée du site LIDL est équipé d'un système de fermeture pouvant être actionné par le service de secours. De plus, un plan du site comportant les principales informations nécessaires à leur intervention, ainsi qu'une boîte « pompiers », sont disponibles au niveau de l'entrée du local d'accueil (en extérieur) :</p> <p>Le 30/04/2025, l'inspection a constaté que cette boîte contenait les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan de défense incendie au format papier ; • un badge qui permet d'ouvrir tous le bâtiment de stockage ; • un passe général ; • des clés permettant d'ouvrir les cadenas bloquant les volants de l'installation de sprinklage, l'armoire électrique, les fenêtres. <p>Enfin, l'exploitant indique que les différents services de secours locaux viennent régulièrement visiter l'entrepôt LIDL afin de connaître son organisation.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exercice Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II-Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est</p>

renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Constats :

Le 30/04/2025, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas avoir encore réalisé d'exercice permettant de vérifier spécifiquement la bonne appropriation de son plan de Défense Incendie par ses personnels. Cependant, des contacts ont déjà été pris avec le SDIS22 pour les associer au premier exercice qui sera réalisé.

Afin d'évaluer la connaissance des personnels relative à la mise en œuvre du plan de Défense Incendie, le 30/04/2025, l'inspection a interrogé une opératrice et un responsable d'équipe travaillant dans la cellule 3 sur les actions qu'ils réaliseraient en cas de retentissement d'une alarme incendie.

Tous deux ont expliqué qu'ils évacueraient et rejoindraient le point de rassemblement (après une vérification des locaux et de la liste des présents de la part du responsable d'équipe qui a également un rôle de serre-file).

Bien qu'aucun de ces personnels ne soit, à priori, chargé d'intervenir sur le départ de feu, l'inspection s'interroge sur le fait qu'aucun des deux n'ait mentionné qu'il alerterait le service MHSE ou les équipiers de première intervention pour vérifier qu'ils ont bien reçu l'alerte de façon automatique.

Dans la mesure où aucun exercice de défense incendie n'a été réalisé dans le trimestre suivant la mise en service de l'entrepôt, l'inspection constate que l'exploitant ne respecte pas la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant d'organiser rapidement un exercice de Défense Incendie qui lui permettra de vérifier que ses personnels connaissent effectivement les actions devant être réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du plan défense Incendie en vigueur. Éventuellement, celui-ci devra être complété.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 12

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Constats :

Cette prescription a été reprise dans l'article 8.3.7 de l'arrêté Préfectoral du 09/11/2020. Elle a fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection réalisée le 29/05/2024 suite à la mise en service de l'établissement LIDL de Châtelaudren-Plouagat.

A cette date, le système de détection incendie comportait plusieurs non-conformités et l'inspection avait demandé que les travaux nécessaires à la résolution des déclenchements d'alarme intempestive soient réalisés et qu'un document attestant du bon fonctionnement du SSI lui soit transmis.

Dans le cadre de la préparation de l'inspection du 30/04/2025, l'exploitant a fourni le rapport n° N28Q0/25/4216, rédigé par la société SOCOTEC suite à la vérification du système Incendie réalisée du 22 au 27 janvier 2025. Ce contrôle indique la présence de non-conformités.

Le 30/04/2025, l'exploitant a expliqué que la cause de ces non-conformités provenaient d'une erreur de programmation au niveau de la centrale de détection incendie qui, en situation de déclenchement manuel au niveau de ce boîtier, ne prévoyait pas le déverrouillage automatique des issues de secours.

L'exploitant a indiqué avoir déjà contacté l'entreprise ayant installé la centrale afin que les corrections soient apportées dans le cadre de la garantie de parfait achèvement.

De plus, l'exploitant précise que les personnels pourraient malgré tout évacuer sans dangers en appuyant sur les barres des issues de secours.

Au vu des explications ayant été fournies par l'exploitant, l'inspection constate que la non-conformité identifiée au niveau de la centrale de détection incendie ne remet en cause ni son bon fonctionnement en situation habituelle (déclenchement suite à l'activation par un détecteur), ni la sécurité des personnels.

De plus, le 30/04/2025, l'inspection a constaté que les différents reports du système de détection incendie (positionnés dans le local d'accueil, aux bureaux MHSE et Expédition) n'indiquaient aucun dysfonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires à la levée des non-conformités identifiées par SOCOTEC lors du contrôle mené en janvier 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Robinets d'incendie armés
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : ... - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
Constats : Le 30/04/2025, l'inspection a vérifié par sondage le bon fonctionnement du RIA n° 50, situé dans la cellule 3 de l'entrepôt. L'inspection a constaté que ce moyen de lutte contre le feu fonctionnait correctement, qu'il était à jour de son contrôle périodique (dernier contrôle réalisé en décembre 2024 par la société SICLI) et que le personnel présent savait s'en servir.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installation de sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 28-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installation de sprinklage
Prescription contrôlée : Un système d'extinction automatique d'incendie adapté au produit stocké, ou un dispositif dont l'exploitant démontre l'efficacité pour éviter la persistance d'une nappe enflammée, est mis en place dans chaque cellule de liquides et solides liquéfiables combustibles. Cette disposition s'applique sans préjudice de la première phrase du point 7 de la présente annexe. « Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans le plan de défense incendie prévu au point 23 de la présente annexe. L'exploitant précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système mis en place. « Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, et le cas échéant de l'organisme de contrôle.
Constats :

L'entrepôt LIDL situé sur la commune de Châtelaudren-Plouagat permet de stocker des liquides et des solides liquéfiables combustibles. Il est équipé d'une installation de sprinklage qui se déploie à chaque niveau de stockage dans un rack.

Cette installation se déclenche si un départ de feu a pour conséquence de dégager suffisamment de chaleur pour faire fondre la gélule assurant la fermeture de la tête de sprinklage la plus proche du départ de feu.

Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport n° N 28Q0/25/1047 rédigé par la société SOCOTEC suite à la vérification du dispositif de sprinklage, réalisée le 7 février 2025 qui indique la nécessité de réaliser les travaux préconisés par la société AXIMA, chargée de la maintenance de l'installation.

Le 30/04/2025, l'exploitant a présenté :

- le rapport rédigé le 22/04/2024 par la société SC Engineering qui confirme la conformité de l'installation de sprinklage présente sur le site ;
- le bon d'intervention de la société QIM qui indique que ces travaux ont été réalisés le 23/04/2025 et qu'ils permettent de lever les observations relevées par SOCOTEC.

L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Colonnes sèches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2020, article 8.2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Colonnes sèches

Prescription contrôlée :

Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

Constats :

Afin de répondre à la réglementation alors en vigueur, l'étude de dangers présentée par LIDL en juillet 2019 indique que l'exploitant met en place des colonnes sèches au niveau de certains murs coupe-feu 2 h de l'entrepôt.

Conformément à ce document, l'inspection et le SDIS22 ont constaté la présence de 5 colonnes sèches le long des façades de l'entrepôt et au niveau de la toiture lors du contrôle mené le 29/05/2024.

Toutefois, un essai réalisé le 06/06/2024 avec les engins du SDIS22 a mis en évidence que l'efficacité de ce dispositif n'était pas optimale : les contraintes techniques de mise en œuvre sont importantes et, vu les pertes de charge induites par l'installation, le résultat obtenu n'est pas forcément très efficace (formation d'un brouillard d'eau peu dense et ruissellement limité sur la toiture).

Par ailleurs, la réglementation applicable aux entrepôts a évolué en septembre 2020.

L'article 6 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 indique aujourd'hui que « *La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois*

séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, « des moyens fixe ou semi-fixe » d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ». Dans la mesure où la toiture de l'entrepôt LIDL dispose effectivement de ces bandes de protection (voir constat n°7 de l'inspection du 29/05/2024), l'inspection constate que, depuis septembre 2020, les colonnes sèches ne sont pas plus obligatoires.

Cependant, lors d'un échange avec le SDIS22 du 29/10/2024, LIDL indique souhaiter les conserver en tant que moyen optionnel et s'engage à mettre à disposition des services de secours les équipements adaptés pour les alimenter (dévidoirs, tuyaux et collecteurs).

Le 30/04/2025, l'exploitant indique être en attente de la validation par le SDIS22 des références ayant été sélectionnées pour lancer les commandes.

L'inspection constate que l'exploitant respecte la prescription contrôlée.

Le fait que les colonnes sèches du site soit des moyens de lutte contre l'incendie optionnels mis à disposition des services de secours et que l'exploitant disposent des équipements permettant leur mise en œuvre par les services de secours, sera acté dans un prochain arrêté préfectoral.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit continuer à veiller au bon état de ces colonnes sèches existantes et réaliser les contrôles périodiques et maintenances nécessaires à leur bon fonctionnement ainsi qu'à celui des équipements connexes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 11

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Constats :

Cette prescription est à rapprocher de celle présentée à l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/02/2023, qui a été contrôlée lors de l'inspection réalisée le 29/05/2024. Cet article précise que l'exploitant doit, notamment, disposer :

- d'un bassin de confinement de 3032 m³, aménagé en partie nord du site ;
- d'une vanne d'isolement asservie au déclenchement du sprinklage située en amont du bassin de collecte Entrepôt ; cette vanne permet d'orienter les effluents pollués vers le bassin de confinement étanche (3032 m³) en cas d'incendie ;
- d'une vanne manuelle permettant d'isoler les eaux d'extinction collectées dans le bassin Parking (V=940 m³) du milieu.

Afin de répondre à la demande de précision de l'inspection, l'exploitant a transmis :

- un schéma localisant les différents bassins versants du site ; en particulier, celui-ci permet d'identifier que l'ensemble des eaux d'extinction d'un sinistre se déroulant au niveau de l'entrepôt seraient dirigées vers le bassin de confinement étanche situé au nord du site et que tout écoulement provenant d'un parking serait recueilli au niveau du bassin 3 ;
- le plan des réseaux d'eau référencé DOE-VRD-PET-COL-203-E ; celui-ci indique de façon explicite que le bassin de confinement étanche a un volume de 2946 m³ et que le réseau associé peut confiner jusqu'à 90 m³. De ce fait, la capacité totale de rétention est alors de 3036 m³ et répond bien à l'exigence ayant été déterminée par application du document D9a (3032 m³). De plus, ce plan confirme que la capacité du bassin 3 est de 940 m³.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'ensemble des vannes servant à confiner le site étaient asservies au système de détection incendie quand bien même chacune d'entre elles pouvaient être actionnées de façon manuelle.

La consigne retenue par l'exploitant est bien de confiner la totalité du site en cas de départ de feu, ce qui implique que le déclenchement de la détection automatique ferme l'ensemble des vannes, qu'il s'agisse de celles permettant d'orienter les effluents potentiellement pollués vers le bassin de confinement ou celle obturant le bassin 3.

Le 30/04/2025, l'inspection a contrôlé le bon fonctionnement des vannes permettant d'orienter les eaux d'extinction d'un sinistre situé au niveau de l'entrepôt vers le bassin de confinement.

Par ailleurs, lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le bassin 3 avait été nettoyé le 17/09/2024 (présentation du BSD rédigé par la SARP concernant l'enlèvement des matières déposées) et le bassin de confinement en avril 2025.

L'inspection constate que l'exploitant répond à la prescription contrôlée mais que celle écrite à l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22/02/2023 nécessite d'être actualisée.

Type de suites proposées : Sans suite